



Madame, Monsieur,

Solidarité Paysans est l'un des plus grands mouvements de solidarité en milieu rural, présent dans 82 départements pour défendre et accompagner les agriculteurs et agricultrices dans une démarche d'éducation populaire.

Ce sont, en 2024, plus de 3800 familles accompagnées par des pairs pour défendre leurs droits et préserver leur emploi.

Alors que 200 fermes disparaissent chaque semaine en France, que 18% d'agriculteurs vivent sous le seuil de pauvreté, les demandes auprès de Solidarité Paysans sont de plus en plus nombreuses, en hausse de 40% dans certains départements.

Les mobilisations paysannes s'intensifient, dans un contexte économique, environnemental et politique instable.

Parce que les agriculteurs et agricultrices les plus en difficulté ont besoin d'être informés sur la façon dont les syndicats porteront leur voix dans les instances agricoles et auprès des pouvoirs publics, nous souhaitons connaître les moyens que vous mettrez en œuvre pour améliorer les conditions d'exercice du métier, assurer le maintien d'un maximum de paysans et paysannes et entamer un dialogue citoyen autour des questions agricoles et alimentaires.

Vous trouverez ci-joint un questionnaire par lequel vous pourrez nous faire part de vos propositions pour traiter les difficultés et stopper l'exclusion des plus fragilisés.

Vos éléments de réponse seront analysés et rendus publics par Solidarité Paysans.

Dans l'attente et vous remerciant par avance de votre contribution, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations.

Pour Solidarité Paysans
Marie Andrée BESSON - Présidente

Prévenir les difficultés, le mal-être et améliorer l'accompagnement

- **Quelles actions comptez-vous mettre en œuvre pour prévenir les difficultés en agriculture ?**

Et plus précisément :

- Comptez-vous respecter le choix de l'agriculteur ou agricultrice sur la confidentialité de sa situation lors des échanges dans les instances agricoles ?
- Partagez-vous l'impératif de faire participer, dans un objectif de prévention, les personnes concernées aux échanges et décisions concernant les procédures de retrait des animaux ?
- Comment percevez-vous la mise en place du dispositif de contrôle unique dans les fermes et quelles pratiques souhaitez-vous promouvoir afin que ce dispositif protège réellement les agriculteurs ?
- Soutenez-vous la proposition de Solidarité Paysans d'allonger à 8 ans la durée maximale possible des échéanciers de paiement des cotisations MSA pour éviter des procédures lourdes, affectant profondément les personnes fragilisées ?
- Soutenez-vous la proposition de Solidarité Paysans d'encadrer les taux d'intérêts pratiqués en cas de retards de paiement, notamment par les coopératives ?

Améliorer l'accès aux droits, aux aides et favoriser la relance des fermes

- Etes-vous d'accord pour exiger de mettre fin à l'exclusion des aides agricoles (hors PAC) des agriculteurs et agricultrices en redressement ou en sauvegarde judiciaire (période d'observation mais aussi parfois en cours de plan de continuation) ?
- Etes-vous d'accord pour exiger de mettre fin à l'exclusion des dispositifs d'aides de l'Etat des agriculteurs qui n'ont pas de certification des résultats comptables ou de calcul d'indicateurs par un centre de gestion agréé ?
- Quelles actions envisagez-vous pour améliorer le recours à l'aide à la relance des exploitations agricoles (AREA) comme outil de redressement financier des agriculteurs en difficultés ?

- Quelles sont vos propositions concernant l'amélioration de la situation des agriculteurs et agricultrices en arrêt de travail ou maladie ?
- Comment comptez-vous améliorer la situation des femmes agricultrices ?
- Etes-vous favorables aux projets de développement d'agrivoltaïsme sur des sols agricoles et naturels ?

Garantir le pluralisme et la transparence dans les instances agricoles

- Comment comptez-vous donner une place à niveau égal à l'ensemble des associations qui agissent pour l'accompagnement des agriculteurs en difficultés ?
- Comment envisagez-vous de promouvoir le pluralisme syndical et citoyen dans les instances agricoles et judiciaires afin de garantir une plus grande transparence ? *Exemple : tribunaux paritaires des baux ruraux (TPBR), tribunaux des activités économiques (TAE), différents comités et cellules locales (accompagnement, prévention du mal-être, bien-être animal, CDOA).*
- Etes-vous favorables à la proposition de créer un collège citoyen dans la composition des chambres d'agriculture, permettant d'offrir plus de transparence sur les choix des politiques agricoles et alimentaires ?